



La lettre de la sénatrice

***Lundi 19 septembre 2022
Lettre d'information bimensuelle n°34***

Mesdames, Messieurs, Chers (ères) collègues,

Ce mois de septembre nous laisse entrevoir les problématiques complexes de l'hiver prochain où l'explosion des factures de gaz, d'électricité, et des produits de première nécessité impacteront fortement le quotidien de nos concitoyens.

Face à ces augmentations, les collectivités sont en première ligne avec des dépenses non prévues et non accompagnées par des mesures gouvernementales à court et long terme, ce qui constitue une menace directe sur la qualité des services publics qu'elles assurent au quotidien.

L'écart se creuse également entre d'un côté, des ménages au pouvoir d'achat toujours plus contraint et de l'autre, de grands groupes énergétiques qui dégagent d'énormes bénéfices. **A ce titre, la taxation de ces super-profits, comme mon groupe parlementaire le porte dans sa proposition de loi "50 mesures pour un véritable bouclier social", constitue une solution immédiate efficace pour limiter les conséquences de la crise multiforme actuelle.**

Afin de préserver les services publics de proximité, mais aussi les investissements essentiels à la reprise économique et à la transition écologique, les collectivités doivent être accompagnées au même titre que les entreprises et les particuliers. Des élus locaux ont pris l'initiative d'[un appel au Président de la République](#) pour permettre aux collectivités de bénéficier du tarif réglementé et ne plus être soumises au marché.

Soyez assurés de ma pleine mobilisation pour porter la voix des collectivités ainsi que celles des citoyens dans le contexte particulièrement difficile que nous vivons.

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne lecture.

Bien cordialement,

Marie-Claude VARAILLAS





Incendies de forêt : Dordogne et Gironde particulièrement touchés

Alors que cet été a été marqué par un nombre record de feux de forêt, avec près de 65 000 hectares partis en fumée contre 30 000 en 2021, la Dordogne continue de subir des départs de feux qui interpellent. Ces événements climatiques nous engagent à travailler à des politiques de prévention plus ambitieuses dès à présent.

Cela passe par une gestion durable de nos forêts, comme l'évoque un rapport sénatorial sur la prévention et la gestion des méga-feux publié le 3 août, et l'octroi de moyens humains et financiers supplémentaires aux sapeurs-pompiers pour mener à bien les missions de protection, de sécurisation et de sauvetage. L'Etat doit revenir sur les 500 suppressions de postes de l'ONF prévues d'ici à 2025, pour rétablir des postes d'agents de la protection de la forêt partout sur le territoire et redéployer plus de personnels sur la défense des forêts contre l'incendie (DFCI).

Lors d'un déplacement le 16 août dernier, avec mon collègue député André Chassaigne et les élus de la Gironde, à la Teste-de-Buch durement touchée par les incendies au mois de juillet, j'ai pu échanger sur ces propositions avec l'Association de Défense et des Droits d'Usage de la Forêt Usagère (ADDUFU) mais également des habitants déplacés de la Teste de Buch, ainsi que Bruno Lafon, maire de Biganos et président de la Défense des Forêts Contre les Incendies (DFCI), un représentant du corps des sapeurs-pompiers et un représentant de l'Office National des Forêts (ONF).



PROJET DE LOI SUR L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La lutte contre le réchauffement climatique est aujourd'hui incontestable et dans leur dernier rapport les scientifiques nous alertent sur l'impératif d'actions rapides pour limiter ce réchauffement à 2°C.

Au travers des canicules successives, des incendies de cet été, de l'assèchement de nos nappes phréatiques, nous savons que nous devons transformer le modèle actuel dans lequel les énergies fossiles sont dominantes pour développer les énergies décarbonées.

La Commission Développement durable dans laquelle je travaille a été saisie d'un projet de Loi du Gouvernement sur l'accélération des énergies renouvelables.

Porte-parole de mon groupe, je rappellerai que l'énergie est un bien commun, un droit fondamental qui doit être accessible à tous et pour cela nous sommes favorables à un mix énergétique sous maîtrise publique.

[*lire la suite*](#)



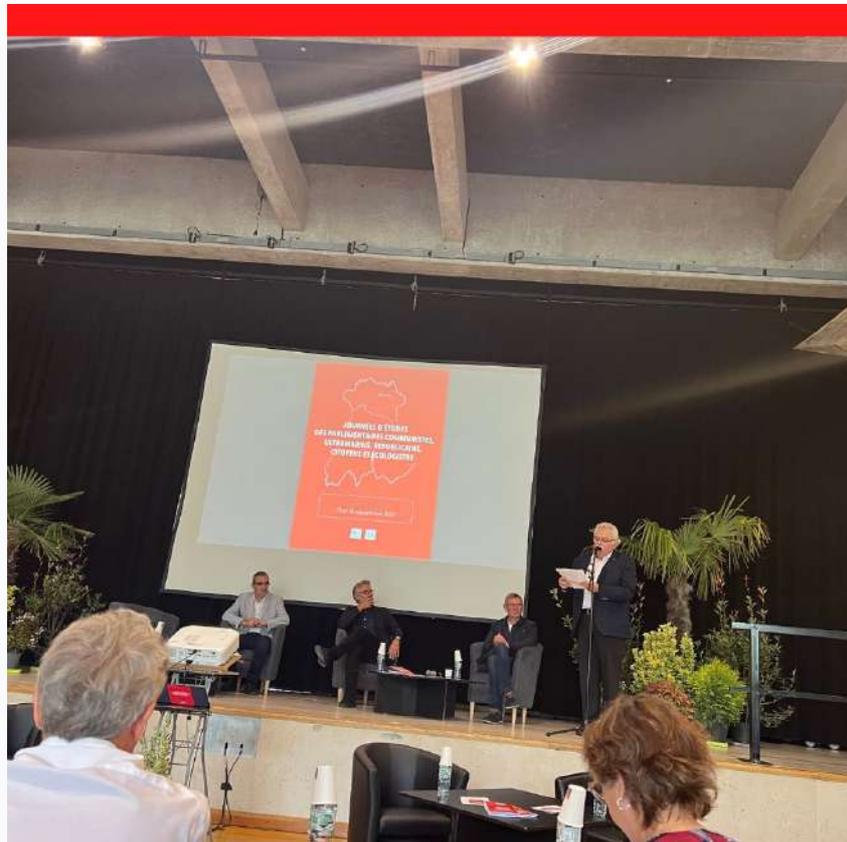
Dépot d'une proposition de loi constitutionnelle
« visant à protéger et à garantir le droit fondamental à
l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception »

PPL cosignée : protéger et garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse

Il y a cinq ans, mon groupe parlementaire déposait une proposition de loi pour inscrire le droit à l'avortement dans la Constitution. Au mois de juin dernier, nous avons redéposé cette proposition suite à la décision de la Cour Suprême des États-Unis d'abroger ce droit constitutionnel outre-atlantique.

A ce jour, nous avons décidé de cosigner la proposition de loi constitutionnelle "visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception" inscrite à l'ordre du jour de l'espace réservé au groupe écologiste du Sénat le 19 octobre prochain.

Démarche transpartisane, ce texte est signé par 114 sénateurs appartenant à 5 groupes politiques différents : socialistes, communistes, écologistes, RDSE et RDPI.



JOURNÉES PARLEMENTAIRES

Après la Dordogne l'an passé, c'est MOULINS dans l'Allier qui accueillait cette année les journées parlementaires des deux groupes communistes du Sénat et de l'Assemblée Nationale afin de préparer la rentrée législative.

Avec la participation de Benjamin MOREL, docteur en sciences politiques, nous avons échangé sur la nouvelle configuration politique du Parlement qui peut constituer un atout démocratique.

Les défis écologiques et sociaux sont considérables dans un contexte aggravé par le conflit en UKRAINE et la crise énergétique qui touche de plein fouet les ménages, les collectivités et les entreprises.

Au delà du blocage des prix que nous demandons, il faut donner plus de force au service public et c'est notamment le cas en ce qui concerne EDF qui dans le système actuel est obligé de vendre son électricité à perte à ses concurrents qui eux la revendent à des prix exorbitants.

L'examen du budget 2023 se profile au mois d'octobre et à n'en pas douter il sera question de la situation des collectivités territoriales confrontées à la crise alors qu'elles sont étranglées financièrement par la hausse du coût de l'énergie.

Avec par ailleurs la réforme des retraites, l'assurance chômage que le gouvernement souhaite rapidement lancer, nos deux groupes parlementaires sont mobilisés pour travailler ensemble à faire entendre la voix des territoires et de leurs concitoyens.



Actualité en circonscription



Féminicide à Boulazac

Mardi 30 septembre, une femme décédait à son domicile, à Boulazac, après avoir reçu une vingtaine de coups de couteau par son mari. 76ème féminicide depuis le début de l'année, ce drame a choqué et endeuillé profondément notre département.

Le lendemain, une cérémonie d'hommage était rendue en sa mémoire à l'initiative du maire de Boulazac, Jacques Auzou, où nous étions réunis en présence d'élus, d'associations et de citoyens.

Interviewée par TV7, j'ai pu rappeler que les mesures prises lors du Grenelle des violences conjugales en 2019 demeurent insuffisantes face à l'ampleur du problème. Le Gouvernement doit engager les moyens humains et financiers pour accompagner les objectifs fixés dans la loi.

En février 2021, mon groupe parlementaire a déposé une proposition de loi préconisant la mise en place d'une aide financière d'urgence pour permettre aux femmes victimes de violences de quitter leur domicile. Nous demandons également la promulgation d'une loi-cadre permettant de mieux sensibiliser les acteurs de terrain, renforcer le soutien financier des associations et engager un travail éducatif pour lutter contre ces comportements.

Urgences de Sarlat : lettre au ministre de la Santé et de la Prévention

Depuis le début de l'été, le service des urgences de l'hôpital Jean Leclaire, à Sarlat, fait l'objet de fermetures régulières.

Cette inquiétante situation accentue les tensions sur l'offre de soins dans le Sarladais ainsi que sur le personnel hospitalier qui souffre du manque de moyens humains et financiers.

C'est pourquoi, j'ai écrit au ministre de la Santé et de la Prévention afin de l'alerter de cette situation inacceptable qui perdure malgré les précédentes alertes portées à son attention :



MARIE-CLAUDE
VARAILLAS

SENATRICE
DE
LA DORDOGNE

VICE-PRÉSIDENTE
COMMISSION D'AMÉNAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE

MEMBRE DE LA DELEGATION AU
DROIT DES FEMMES

CONSEILLERE
DEPARTEMENTALE

CANTON ISLE MANOIRE

Monsieur François BRAUN
Ministre

Ministère de la Santé et de la Prévention
14, Avenue Duquesne
75350 PARIS

À Périgueux le 18 août 2022

Monsieur le Ministre,

L'état de l'offre de soin est particulièrement inquiétant en Dordogne, notamment dans le Sarladais où le centre hospitalier public Jean Leclaire, un des trois seuls du département, ferme fréquemment l'accès spontané au service des urgences. Ce constat alarmant s'inscrit dans une situation de désertification médicale, tant au niveau de la médecine générale que de la médecine spécialisée.

En effet, depuis plusieurs mois, des services de cet hôpital ferment temporairement mais régulièrement faute de personnel soignant, à l'instar de la maternité au mois de décembre 2021 ou du service court séjour gériatrique qui a fermé tout le mois d'août 2022.

Ce fonctionnement en mode « dégradé » de l'hôpital public a de lourdes conséquences sur la santé de la population sarladaise, dont une partie importante est vieillissante, et qui croît considérablement pendant la saison estivale avec un afflux de près de 2 millions de touristes. Il pèse de surcroît sur les conditions de travail des soignants déjà épuisés.

Alors que les plateformes du SAMU saturent d'appels et que les soignants manquent, c'est toute une partie de la Dordogne qui est contrainte de se soigner dans les départements voisins, à plusieurs centaines de kilomètres de Sarlat, voire de renoncer à leur parcours de soin.

Consciente des nombreuses sollicitations qui vous sont adressées, j'attire votre attention sur l'urgente nécessité de redonner les moyens humains et financiers à l'hôpital Jean Leclaire afin de garantir un équitable accès à la prévention, à l'accompagnement et aux soins tout au long de la vie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes salutations distinguées.

Marie-Claude VARAILLAS

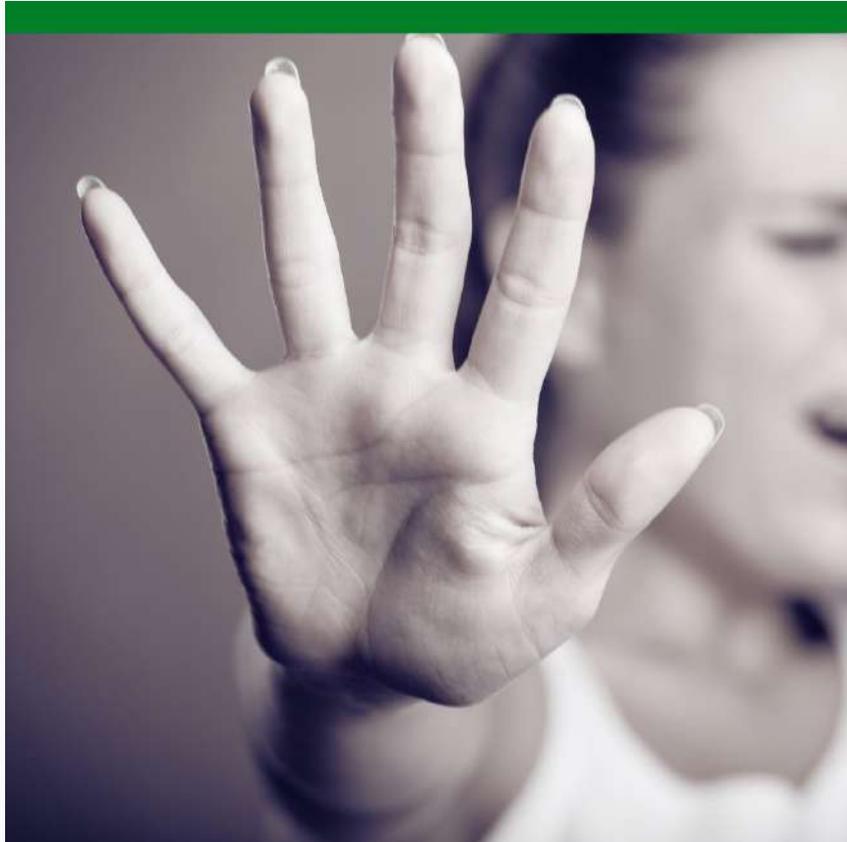
« ESPACE LOUIS ARAGON », 1 PLACE DU 8 MAI 1945 - 24000 PERIGUEUX
15, RUE DE VAUGIRARD - 75291 PARIS CEDEX 06

mc.varaillass@senat.fr - 06 33 36 06 85



Rentrée scolaire: échange avec la rectrice d'académie

A l'invitation du Préfet de la Dordogne, j'ai participé vendredi 8 septembre à une rencontre avec la rectrice d'académie Anne BISAGNI-FAURE pour faire un point sur la rentrée scolaire 2022/2023 en Dordogne. Je suis revenue sur le manque d'AESH et les difficultés pour les collectivités d'assurer la continuité de l'accueil inclusif sur les temps périscolaires faute de compensation par l'Etat.



Assemblée générale de l'association « FRANCE VICTIMES DORDOGNE »

Vendredi 02 Septembre, j'ai assisté à l'Assemblée Générale et au Conseil d'Administration de l'Association « FRANCE VICTIMES DORDOGNE » sous la présidence d'Alain COURNIL et en présence de Madame Solène BELAOUAR, Procureur de la République et de Marine COUTELLE, cheffe d'équipe au sein de l'antenne départementale Dordogne.

Au lendemain du féminicide qui venait de se produire à Boulazac, cette réunion présentait pour moi beaucoup d'intérêt dans le cadre de mes travaux au sein de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes au Sénat.

Les missions de l'Association portent sur l'écoute, l'information juridique, le soutien psychologique, l'accompagnement, l'orientation. En 2021, 1 738 personnes ont été aidées.

Le bureau d'aide aux victimes est installé au sein du Tribunal Judiciaire de Périgueux garant d'une réelle proximité avec les victimes. L'association dispose d'un seul intervenant social et espère tenant compte des besoins avoir la possibilité de mettre en place un second poste.



Hommage aux sapeurs-pompiers et sauveteurs

J'étais présente à Domme pour la cérémonie d'hommage aux sapeurs-pompiers et sauveteurs mobilisés lors des intempéries et des feux de forêts cet été.

Après la passation de commandement entre les contrôleurs Généraux François Colomes et Alain Rivière, les sapeurs-pompiers se sont vus remettre la médaille d'honneur pour acte de dévouement.

Cette belle cérémonie s'est clôturée par l'inauguration de l'extension du centre de secours de Domme.

Soutien aux sapeurs-pompiers de Dordogne qui sont à nouveau mobilisés pour lutter contre les feux de forêt dans le Médoc.



Inauguration de l'école d'Atur

Après la reconstruction de l'école Yves Peron dans le quartier Lucien Dutard, c'est un groupe scolaire entièrement rénové et restructuré que nous avons inauguré samedi 27 août à Atur.

Dotée d'équipements respectueux de l'environnement et des normes d'accessibilité, l'école passe de 7 à 11 classes et accueille depuis la rentrée 161 élèves dont 6 élèves de l'Institut médico-éducatif d'Atur.

L'État doit maintenant amplifier ses efforts en matière d'école inclusive en valorisant la profession d'AESH et en donnant les moyens aux communes de garantir la présence de ces AESH lors des activités périscolaires, ce que j'ai fait remonter au ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye.



78e anniversaire de la Libération de Périgueux

Vendredi 19 août, nous commémorons le 78e anniversaire de la libération de Périgueux.

Ce fut l'occasion de rendre hommage aux 45 résistants tombés sous les balles nazies lors de la Seconde guerre mondiale.

Merci aux enfants du Centre de loisirs Bori-Bru qui, à l'invitation de la Mairie de Périgueux, ont lu un émouvant poème de Gisèle Guillemot "À ma mère".



Creys'stival

À l'invitation du maire de Creysse, Frédéric Delmarès, je me suis rendue, le 3 septembre, au Creys'stival ; un festival familial organisé par la commune en partenariat avec l'association BASE.

Beaucoup de monde pour cette 3e édition où marché gourmand, concerts et de nombreuses activités étaient proposés tout le week-end.



Bergerac: inauguration de la Maison des associations

À l'invitation du Maire de Bergerac, Jonathan Prioleaud, j'ai participé à l'inauguration de la Maison des Associations le 8 septembre dernier.

Ce fût l'occasion de saluer le travail des bénévoles et des collectivités qui, par leur engagement, participent du vivre ensemble et de l'attractivité de nos communes.

En présence d'Akio Bouillon, fils de Jospéline Baker, la municipalité a fait le choix de dénommer ce lieu du nom de l'artiste dont les engagements et valeurs d'humanisme, de partage et d'universalisme font écho au travail des acteurs du monde associatif.



Cérémonie Saint-Pierre de Chignac

Le 15 août, nous étions réunis à Saint-Pierre de Chignac, en présence des élus, pour rendre hommage à la mémoire de Jean Auphelle, mort à 19 ans sous les balles nazies.

Nous n'oublions pas.



“
Questions écrites au
gouvernement”



Retrouvez les dernières questions écrites adressées aux membres du Gouvernement:

- **Question écrite à Madame la ministre de l'Économie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique** sur la revalorisation du point d'indice des personnels des chambres des métiers et de l'artisanat (CMA) : [ici](#)
- **Question écrite à Monsieur le ministre des solidarités** sur la pénurie de professionnels qualifiés exerçant dans les modes d'accueil du jeune enfant : [ici](#)
- **Question écrite à Monsieur le ministre de la Justice** sur les conséquences des arrêts de la Cour de Cassation concernant l'utilisation des données de connexion et d'accès à celles-ci dans le cadre de procédures pénales : [ici](#)
- **Question écrite à Monsieur le ministre du Travail et du Plein emploi** sur la hausse des accidents du travail chez les femmes : [ici](#)

Dernières propositions de lois déposées par le groupe parlementaire CRCE

Mettre fin à la surpopulation carcérale

Lire la proposition de loi : [ici](#).

Renforcer le contrôle sur le commerce des armes et relative à la violation des embargos

Lire la proposition de loi : [ici](#).

Marie-Claude Varailas
Espace Aragon
1 Pl. du 08 Mai 1945
24000 Périgueux
mc.varailas@senat.fr
06-33-36-06-85



Cet e-mail a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur Marie-Claude Varailas.

[Se désinscrire](#)



Mauris commodo massa tortor, u [sit amet, consectetur adipiscing](#) Nunc fermentum neque quam, sodales eleifend elit imperdiet vitae. Aliquam id euismod nulla. Suspendisse imperdiet, sem et sollicitudin egestas, urna nunc auctor massa, vulputate pharetra mi odio nec tortor. Ut ultricies massa viverra quis.